

Vol. 16, N° 2 — août 1986



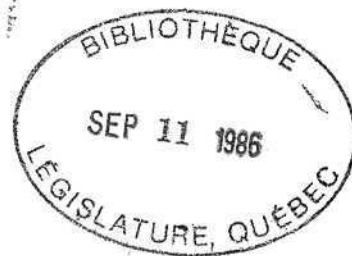
bulletin
bulletin
bulletin

bulletin

DE LA BIBLIOTHÈQUE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Sommaire

La déclaration des intérêts des parlementaires Maurice Champagne	2
Les ressources et les activités de la Bibliothèque en 1985 Jacques Prémont, directeur	5
Les relations parlementaires au Québec Claude Beaudin	10
Pamphile LeMay, bibliothécaire de l'Assemblée législative Maurice Pellerin	11
La bibliothèque personnelle d'un lecteur ordinaire.....	16
Yvon Thériault	19
No lecteurs ont le dernier mot	20



BIBLIOTHÈQUE
DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE
Édifice Pamphile-Lemay
Québec, G1A 1A5

Comité de publication:
*Gaston Deschênes, Jocelyn Saint-Pierre
et Yvon Thériault*

Impression:
Service des impressions de l'Assemblée nationale

Abonnement:
Jacqueline Bouchard (643-2896)

Conception, photocomposition et montage:
Compélec inc.

Messagerie:
Service de distribution des documents parlementaires

Dépôt légal - 3^e trimestre 1986
Bibliothèque nationale du Québec
ISSN 0701-6808

La déclaration des intérêts des parlementaires

par Maurice Champagne*

* Maurice Champagne, politicologue, fait partie de la Division de la recherche à la Bibliothèque de l'Assemblée nationale.

Les parlementaires doivent-ils déclarer leurs revenus privés, leurs intérêts, ou tout autre bénéfice matériel qui pourraient affecter leur conduite en tant que membres du Parlement ou influencer leurs actes, paroles ou votes au Parlement?

Certains pays se contentent d'une énumération de fonctions incompatibles avec l'appartenance au Parlement. D'autres vont un peu plus loin en y ajoutant une déclaration des intérêts des ministres. Plusieurs vont même jusqu'à interdire aux parlementaires de prendre part au vote s'il y a un intérêt pécuniaire. Enfin, quelques pays, dont les États-Unis et la Grande-Bretagne, obligent leurs parlementaires à déclarer leurs revenus privés, leurs intérêts.

Il existe deux façons pour le parlementaire de déclarer ses revenus privés. Il peut faire une déclaration *ad hoc* en Chambre ou en commission lorsqu'une affaire dans laquelle il a un intérêt monétaire personnel est étudiée. Cette déclaration n'est pas générale et se limite au seul intérêt « litigieux » ; elle peut être faite, par exemple, lors du débat ou du vote (tableau 1). Le député peut également dévoiler ses revenus privés au moyen d'une déclaration générale (tableau 2). Dans certains parlements, les deux procédures existent.

Comme la procédure de l'enregistrement des revenus privés des parlementaires est relativement récente, elle mérite qu'on s'y attarde quelque peu. Après avoir analysé ce qui doit être enregistré, nous allons voir de quelle façon l'enregistrement doit se faire.

Le contenu de la déclaration

Le point le plus important, et non le moins délicat, est le contenu de l'enregistrement. Quels intérêts, quels revenus doivent déclarer les parlementaires?

Si on se limite aux parlements de type britannique, les députés de la Chambre des communes du Royaume-Uni ont été dans les premiers (soit en 1975) à établir la liste des catégories d'intérêts qu'ils sont obligés de déclarer. Une décennie plus tard, en Australie, la Chambre basse du parlement fédéral a, dans une certaine mesure, imité le Royaume-Uni dans ce domaine, et, au Canada, la Chambre basse du parlement fédéral est en train de faire de même puisqu'elle a donné à un comité parlementaire le mandat d'étudier la question et de lui faire rapport (Débats des *Communes*, 4 nov. 1985, p. 8324).

Dans les catégories de revenus le plus souvent retenues, il y en a une qui n'aurait pas sa raison d'être au Québec (en supposant que l'Assemblée nationale veuille suivre la voie qu'ont tracée d'autres parlementaires), étant donné l'existence de la *Loi régissant le financement des partis politiques*, soit les parrainages financiers par toute personne ou organisation.

Les catégories de revenus qui pourraient s'appliquer aux parlementaires du Québec sont les suivantes:

1. les fonctions rémunérées d'administrateurs ou de directeurs dans des entreprises publiques ou privées;

2. les autres fonctions ou postes rémunérés (à l'exception des fonctions ministérielles ou parlementaires);
3. les commerces et les professions libérales avec rémunération;
4. le nom des clients dont le député retire des revenus suite à des services personnels rendus en rapport avec sa qualité de parlementaire;
5. les voyages à l'étranger, en tant que parlementaire, lorsque le coût d'un tel voyage n'a pas été totalement défrayé par les fonds publics (en sont exclus les voyages sous l'égide de l'Association internationale des parlementaires de langue française (AIPLF) et de l'Association parlementaire du Commonwealth (APC));
6. tout paiement, avantage matériel ou bénéfice reçu de personnes, d'associations ou de gouvernements étrangers;
7. les biens fonciers d'une valeur substantielle ou qui produisent un revenu important;
8. les nom des sociétés ou des autres organismes dont le député reçoit, à sa connaissance, soit personnellement, soit avec ou au nom de son conjoint ou de ses enfants à charge, un avantage financier en actions d'une valeur nominale supérieure à un centième du capital des actions émises.

Les formalités de l'enregistrement

Relativement à la déclaration générale inscrite à un registre, en plus de son contenu, on peut examiner les points suivants: le public a-t-il accès à cet enregistrement? En vertu de quelle autorité l'enregistrement se fait-il: d'une loi, du règlement interne de la Chambre ou d'une simple résolution? Si les parlementaires doivent enregistrer leurs revenus privés, de quel délai jouissent-ils? Le registre est-il tenu par un greffier? L'enregistrement s'étend-il également au conjoint et aux enfants à charge? Dans les parlements où l'enregistrement est obligatoire, quelle sanction encourt un parlementaire en cas de refus ou de fausse déclaration? Existe-t-il une commission parlementaire chargée d'examiner les dispositions à prendre pour la déclaration des revenus et de contrôler la façon dont le registre est constitué? Suffit-il de déclarer la nature des intérêts ou s'il faut en préciser les montants?

En utilisant surtout les données disponibles du texte intitulé « Les revenus privés des parlementaires » paru dans *Informations constitutionnelles et parlementaires* du 3^e trimestre de 1985 (pp. 122-149) et des textes de la revue *Le Gouvernement parlementaire* de 1984 (Vol. 5, no 3), nous avons essayé de répondre à toutes ces questions au moyen d'un tableau comparant la situation dans certains pays (tableau 2).

Tableau 1

Déclaration publique ad hoc des intérêts des parlementaires dans certains pays

Allemagne (Chambre basse)	Non en Chambre. Oui en Commission (lors des débats).
Australie (Chambre basse)	Oui en Chambre et en Commission (lors des débats et des votes).
Canada ¹ (Québec)	Oui en Chambre et en Commission (lors des débats et des votes).
Chypre	Oui.
Égypte	Oui (lors des débats).
Royaume-Uni (Chambre basse)	Oui en Chambre et en Commission (lors des débats et du dépôt des pétitions ; non pas lors des votes ou de la présentation de projets de loi).
(Chambre des Lords)	Oui (lors des débats).

1. Au Canada, que ce soit au parlement fédéral ou dans les parlements provinciaux, excepté au Québec, la déclaration *ad hoc* n'existe pas: si le député a un intérêt pécuniaire direct, il lui est interdit de voter.

Tableau 2
Enregistrement de la déclaration des intérêts des parlementaires
dans certains pays⁽¹⁾

	Public	Source	Délai	Greffier du registre	Applicable au conjoint et à l'enfant mineur	Nature et/ou montant des revenus	Sanction en cas de défaut	Commission parlementaire des revenus privés
Allemagne (Chambre basse)	Non (remis à la présidence)	Code inclus aux Règles de procédure	Information non disponible	Information non disponible	Information non disponible	Information non disponible	Publication par le président de la situation de conflit d'intérêt	Information non disponible
Australie (Chambre basse)	Oui	Résolution	1 mois après leur prestation de serment et 1 mois après le début de chaque 1 ^{re} session.	Oui	Oui	Nature (non le montant)	Décision de la Chambre	Oui
Australie (quelques États)	Inf. non disponible	Loi	Inf. non disponible	Inf. non disponible	Inf. non disponible	Inf. non disponible	Inf. non disponible	Inf. non disponible
Canada (Chambre basse) ⁽²⁾	Oui	Règlement sessionnel	Avant ou après le voyage	C'est le greffier de la Chambre	Non	Nature du voyage	Non	Non
Canada (quelques provinces) ⁽³⁾	Oui	Loi	1 fois par année	Greffier de la Chambre ou un juge	Oui	Nature	Sanction maximale 10 000 \$ ou 1 an de prison	Inf. non disponible
Égypte	Non (remis à une commission de juges)	Inf. non disponible	Au début et à la fin de son mandat.	Inf. non disponible	Inf. non disponible	Inf. non disponible	Inf. non disponible	Inf. non disponible
États-Unis⁴ (Chambre des représentants et Sénat)	Oui	Loi de déclaration financière	Au 15 mai de chaque année	C'est le greffier de la Chambre Re-	Oui	Tranches de revenus	Jusqu'à \$5 000	Corn. de l'éthique à la Chambre des Représentants
Italie (les deux Chambres)	Oui	Loi	Au début de chaque législature et chaque année	Inf. non disponible	Inf. non disponible	Montant	Non	Inf. non disponible
Pays-Bas	Oui	Directive du président	Inf. non disponible	Inf. non disponible	Inf. non disponible	Inf. non disponible	Non	Inf. non disponible
Portugal	Non (remis à un tribunal spécial)	Loi spéciale	Au début et à la fin du mandat	Inf. non disponible	Inf. non disponible	Inf. non disponible	Perte du mandat	Inf. non disponible
Royaume-Uni (Chambre basse)	Oui	Résolution	4 premiers mois après leur élection.	Oui	Oui (limité)	Nature (non le montant)	Décision de la Chambre	Oui

1. Sont exclues les déclarations des intérêts des ministres en tant que tels, car elles relèvent généralement du Premier ministre.

Parmi les pays analysés, on peut signaler que l'enregistrement de la déclaration des intérêts des parlementaires n'existe pas dans les endroits suivants: au Sénat du parlement fédéral d'Australie et du Canada, dans les provinces canadiennes, à Chypre, en France, en Norvège et à la Chambre des Lords du Royaume-Uni.

2. À la Chambre des communes du parlement canadien, l'enregistrement est limité à certains déplacements à l'étranger.

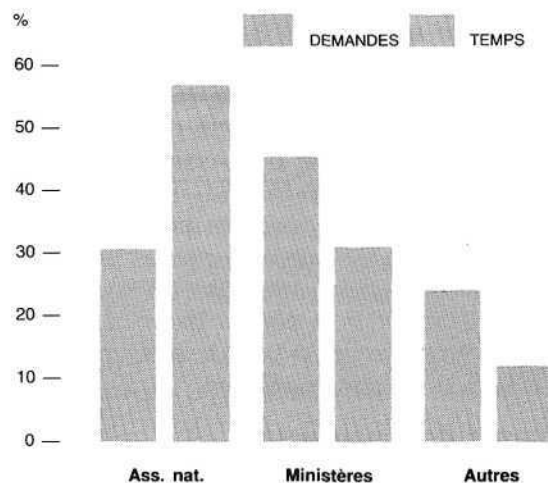
3. Il s'agit de l'Alberta, la Colombie-britannique, le Nouveau-Brunswick et la Saskatchewan.

4. Aux États-Unis, l'enregistrement des revenus privés est obligatoire même pour les candidats.

Les ressources et les activités de la Bibliothèque en 1985

Jacques Prémont, directeur

Graphique 1
Répartition des demandes et du temps consacré aux groupes d'utilisateurs, 1985
(Services techniques et publics)



Le mandat de la Bibliothèque est de fournir un soutien documentaire et d'information aux activités et travaux de l'Assemblée. La réalisation du mandat est conditionnelle à la poursuite des objectifs généraux suivants: — permettre aux membres et au personnel de l'Assemblée d'avoir accès à toute la documentation nécessaire au travail parlementaire; — fournir les informations demandées ou orienter les usagers vers les sources externes appropriées. La Bibliothèque de l'Assemblée nationale a aussi une fonction de soutien documentaire complémentaire vis-à-vis des autres bibliothèques de l'Administration publique. (Tableau I)

Tableau I
Demandes d'informations et de recherche (1985)

Division	Nombre	ORIGINE DES DEMANDES					
		Ass. nat.	%	ministère	%	Autres	%
Documentation de presse	378	138	36,5	127	33,6	113	29,9
Indexation et bibliographie	300	211	70,3	58	19,3	31	10,3
Recherche	356	245	68,2	63	17,7	48	13,5
Reconstitution des débats	100	65	65,0	25	25,0	10	10,0
Sous-total:	1134	659	58,1	298	26,3	202	17,8
Services techniques et publics*	18533	5634	30,4	8368	45,2	4531	24,4
Grand total:	19667	6293	32	8666	44	4733	24

* La compilation des données statistiques est traitée par ordinateur et le système actuel ne permet pas de distinguer plus de deux divisions, de sorte qu'on a opté pour la fusion des statistiques de toutes les divisions concernées.

Les ressources

La Bibliothèque dispose de 2376,2 m² au rez-de-chaussée et au sous-sol de l'édifice Pamphile-Le May, ainsi que des espaces aux 2^e, 3^e et 4^e étages de l'édifice D. Enfin, depuis 1978, la Bibliothèque a une Annexe sur la rue Dalton à Ste-Foy, où elle entrepose les doubles des collections importantes à préserver, comme les Lois du Québec ou la Gazette officielle. Le cœur de la Bibliothèque se trouve à l'édifice Pamphile-Le May. Dès la construction

de l'édifice, le rez-de-chaussée avait été conçu pour la Bibliothèque. Ce n'est qu'au cours des années soixante que le sous-sol fut aménagé pour la Bibliothèque. Les espaces sont cependant peu fonctionnels pour les besoins d'une bibliothèque moderne. La conception de l'édifice relève du monument et plus du quart de la surface du rez-de-chaussée est prévu comme aire de circulation.

Le réaménagement de l'édifice D a permis de regrouper et rapprocher quelques services qui étaient auparavant éparpillés dans les Édifices G et H, mais il subsiste encore quelques inconvénients à cette localisation multiple des effectifs et services de la Bibliothèque.

Ressources financières

Pour l'exercice 1985-86, le budget de la Bibliothèque était de 2 623 800 \$; ce montant représentait 4,7% des dépenses de l'Assemblée. Depuis 1970-71, le budget de la Bibliothèque représente une part relativement stable du budget de l'Assemblée: 1979-71 (5,2%), 1975-76 (4,7%), 1980-81 (5,5%). Au cours de la décennie précédente, le budget de la Bibliothèque prenait une tranche plus importante: 1960-61 (7,5%), 1965-66 (8,2%). Pour le dernier exercice budgétaire, 13% de notre budget était consacré à l'achat de documentation

Ressources documentaires

L'organisation physique de nos collections comprend quatre regroupements majeurs: la collection générale, les documents gouvernementaux ou publications officielles, les périodiques, la microthèque. La collection générale compte 125 000 volumes et les documents gouvernementaux 117 000. L'accroissement annuel de ces deux collections approche 30 000 volumes. La microthèque contient au-delà de 100 000 microfiches et microfilms. La croissance annuelle est en moyenne de 1 000 bobines de microfilm et de 16 000 à 21 000 microfiches. La collection de périodiques a subi un élagage important au cours de l'année; un inventaire est présentement en cours pour établir des données précises sur cette collection.

Ressources humaines

Au 10 mars 1986, la Bibliothèque comptait 80 employés dont 69 (86%) permanents. Quinze corps d'emploi étaient représentés selon la répartition suivante:

- *Administrateurs* :
3 cadres supérieurs.
- *Professionnels* :
23, dont 12 agents de recherche, 9 bibliothécaires et 2 agents d'information.
- *Techniciens* :
20, dont 14 en documentation, 3 en in-

formation, 2 en arts graphiques et 1 en administration.

— *Personnel de soutien* :

23, dont 10 agents de bureau, 4 dactylographes, 3 agents de secrétariat, 3 auxiliaires de bureau, 2 auxiliaires en informatique et 1 téléphoniste-réceptionniste.

À ce groupe d'employés permanents s'ajoutaient 11 occasionnels, dont 4 techniciens en documentation, 3 auxiliaires de bureau, 1 agent de recherche, 1 bibliothécaire, 1 agent de secrétariat, 1 traductrice.

L'encadrement était assuré par 3 administrateurs (cadres) et 8 chefs de division (professionnels dont 3 postes à prime). 23 postes permanents et 5 temporaires sont alloués à la bibliothéconomie et à la documentation, 14 à la recherche, 18 au travail de bureau, 7 à l'information et aux arts graphiques, 2 à l'informatique et 1 aux techniques administratives.

La Bibliothèque fait partie de la Direction générale des services législatifs. Les services sont répartis en deux sous-ensembles:

- Les Services techniques et publics (44 employés) avec 5 divisions dont deux sont dirigées par le même responsable: la Référence et l'Accueil et information. Avec la division du Catalogage et des acquisitions, ces trois divisions regroupent 35 postes sur les 44 des Services techniques et publics.
- Le Service de la recherche et de la documentation (33 employés) avec 4 divisions dont l'une est suspendue depuis le 1^{er} avril 1986.

Le personnel permanent comprend 38 hommes et 31 femmes dont 4 professionnelles. Aucune femme n'occupe actuellement un poste de gestion à la Bibliothèque.

Les activités et produits

Le tableau II qui suit regroupe les principales activités et produits pour l'année 1985. Le mode de présentation vise à montrer la cohérence du système documentaire en regard de certains objectifs et du mandat général de la Bibliothèque.

Tableau II
Objectifs, activités et production de la Bibliothèque en 1985

Objectifs	Activités	Production (1985)
■ Sélectionner, acquérir et maintenir à jour toute documentation pertinente aux besoins de l'Assemblée.	<ul style="list-style-type: none"> • Sélection de documents pour achat • Contrôle des documents reçus en vertu de programmes de dépôt ou d'échanges • Tri de dons (volumes) • Rédaction de commandes • Réception et contrôle des commandes (volumes) • Renouvellement d'abonnements • Réception et contrôle des périodiques • Intercalation des mises à jour (ouvrages sur feuilles mobiles) 	<ul style="list-style-type: none"> • 1405 titres sélectionnés • 23281 documents intégrés aux collections • 1246 documents retenus • 1419 commandes rédigées • 2706 volumes reçus et enregistrés (achats) • 1091 titres • 1390 titres courants • 2403 envois intercalés
■ Maintenir en bon état la documentation à conserver	<ul style="list-style-type: none"> • Reliure, réparation et restauration des collections 	<ul style="list-style-type: none"> • 472 volumes de journaux reliés • 1195 autres documents reliés • 460 volumes réparés ou restaurés Total: 2127 volumes
■ Tendre à une utilisation optimale des espaces de rangement	<ul style="list-style-type: none"> • Épurier les collections en éliminant les documents périmés ou superflus 	<ul style="list-style-type: none"> • 108036 volumes retirés des collections (59406 titres)
■ Assurer, par un traitement adéquat, le meilleur accès possible à la documentation acquise	<ul style="list-style-type: none"> • Cataloguer, classier et indexer la documentation • Rendre physiquement accessibles les documents (préparation matérielle) 	<ul style="list-style-type: none"> • Catalogage original: 3443 titres • Catalogue dérivé: 5474 titres • Autres documents catalogués: 1500 titres Total: 10 417 titres catalogués, classifiés et indexés • 13538 volumes préparés
■ Faciliter l'accès au contenu des documents et des activités du Parlement	<ul style="list-style-type: none"> • Indexation du <i>Journal des débats</i> • Conception et réalisation de divers répertoires • La Semaine à l'Assemblée • Sommaire des périodiques sur les institutions politiques • Reconstitution des débats de l'Assemblée antérieurement à 1963 (activité suspendue à partir d'avril 1986) 	<ul style="list-style-type: none"> • 22814 pages indexées • 3 titres • 13 livraisons — 204 pages • 4 livraisons — 77 pages • 83 séances reconstituées • 79 séances indexées • 79 séances publiées (2 vols, 1058 pages)
■ Constituer et maintenir à jour les différents instruments qui permettent un accès rapide et efficace à la documentation	<ul style="list-style-type: none"> • Mettre à jour les fichiers • Maintenir à jour la liste des dossiers de presse thématiques • Mettre à jour la liste des abonnements • Mettre à jour la liste des commandes permanentes • Inventaire permanent de la microthèque 	<ul style="list-style-type: none"> • 13340 fiches retirées des fichiers (élagage et recatalogage) • 80250 nouvelles fiches intercalées • 2 parutions (75 pages) • Liste alphabétique des abonnements (revues) 50 pages • Liste des abonnements par secteurs de développement (95 pages) • Liste des commandes permanentes (49 pages) • Liste des documents sur microfilm et microfiche (31 pages)

Objectifs	Activités	Production (1985)
■ Assurer la localisation rapide des documents demandés	<ul style="list-style-type: none"> • Maintenir les collections en bon ordre de rangement • Assurer un service efficace de prêt entre bibliothèques 	<ul style="list-style-type: none"> • 53714 documents rangés ou remplacés • 768 vérifications dans les fichiers des autres bibliothèques • 459 documents empruntés en dehors du réseau gouvernemental
■ Faire connaître aux usagers les ressources documentaires acquises et les ressources externes accessibles	<ul style="list-style-type: none"> • Compilation d'une liste sélective des acquisitions récentes • Compilation de bibliographies thématiques d'actualité • Compilation de bibliographies rétrospectives • Compilation de bibliographies courantes • Diffusion personnalisée de l'information 	<ul style="list-style-type: none"> • 10 parutions (203 pages) • 13 Biblio Éclair (58 pages) • 6 titres (192 pages) • 9 parutions (162 pages) • 318 dossiers expédiés (34 abonnés)
■ Répondre aux besoins des parlementaires en matière d'actualité vue par la presse écrite	<ul style="list-style-type: none"> • Réaliser une revue de presse quotidienne (N.B. Cette activité a été transférée à la Direction des communications au 1^{er} avril 1985) • Compiler et maintenir à jour des dossiers de presse thématiques • Dépouillement des journaux et sélection des articles • Diffusion de dossiers de presse quotidiens • Diffusion de dossiers de presse hebdomadaires 	<ul style="list-style-type: none"> • 50 livraisons (3 mois) • 1729 pages • 438 dossiers permanents • 146366 articles sélectionnés et classés • 8 dossiers par jour • 28 dossiers par semaine
■ Fournir l'information ou la documentation demandée	<ul style="list-style-type: none"> • Répondre aux demandes d'information et de documentation • Livraison des documents demandés 	<ul style="list-style-type: none"> • 19876 réponses • 12993 prêts • 1196508 photocopies
■ Soutenir et faciliter le travail des députés et du personnel en effectuant des recherches ou travaux qui répondent à des besoins exprimés ou latents	<ul style="list-style-type: none"> • Répondre aux demandes de recherche 	<ul style="list-style-type: none"> • 356 réponses • 114 documents produits (3000 pages)

Conclusion

Au cours de l'année 1985, la Bibliothèque s'est acquittée de son mandat en offrant des services diversifiés à sa clientèle parlementaire:

— des *services techniques* qui ont intégré plus de 23,000 nouveaux documents aux collections et livré près de 13,000 documents réclamés par nos usagers. Les collections ont été épurées de 108,000 volumes, en même temps qu'on cataloguait et indexait plus de 10,000 nouveaux titres, ce qui a obligé notre personnel à intercaler 80,000 fiches supplémentaires à nos fichiers. Dans l'ensemble de nos services,

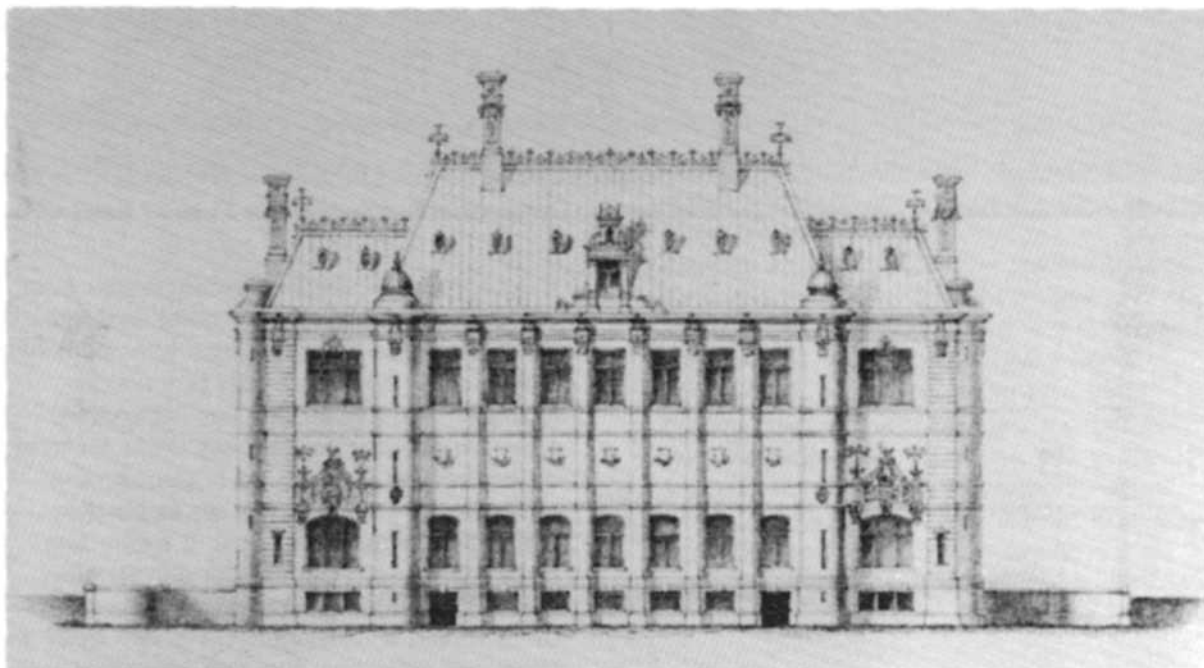
plus d'un million de pages ont été photocopiées et près de 20,000 demandes téléphoniques ont été reçues.

— des *services de recherche et de documentation* qui ont par ailleurs traité des quantités de renseignements demandés par nos parlementaires. Divers langages documentaires ont été utilisés: résumés, études, rapports, synthèses pour plus de 3,000 pages rédigées par suite de demandes de l'Assemblée nationale, listes bibliographiques diverses et indexation des 22,814 pages des Débats de la Chambre et des commissions parlementaires, reconstitution de 1,058 pages des dé-

libérations de 1904 et 1905, sélection et distribution de plus de 146,000 articles de presse sous forme de dossiers quotidiens.

À la fin de novembre 1985, cinq des huit divisions de la Bibliothèque ont emménagé dans l'édifice « D », à proximité de l'édifice Pamphile-Le May. Un comité de trois employés a reçu en novembre le mandat d'étudier la spécificité de la Bibliothèque de l'Assemblée nationale, ses services, son personnel, son administration et ses structures. Ce comité doit soumettre son rapport et ses recommandations en septembre 1986.

Voilà pour le passé. L'avenir s'annonce sous couleurs d'informatisation croissante des services de l'Assemblée, dans un environnement administratif en mutation (analyse organisationnelle des directions et services, avril 1986) et dans un contexte plus large de révision des fonctions et des organisations gouvernementales (26 mai 1986). Les arbitrages ont commencé entre instances gouvernementales décisionnelles. De nouveaux défis nous attendent. La Bibliothèque saura les relever comme elle le fait depuis près de deux siècles!



Projet d'Eugène-Étienne Taché pour la Bibliothèque dans la cour intérieure du Parlement... vers 1890

Les relations parlementaires au Québec

par Claude Beaudin*

* Madame Beaudin, qui a été stagiaire parlementaire en 1984-1985, publie un extrait de son rapport de stage. Elle est maintenant étudiante en science politique.



Rencontre des membres de l'Association parlementaire du Commonwealth à Québec, du 21 au 27 juillet 1985.

La récente réforme parlementaire s'est intéressée à l'évolution de notre système. Cette évolution se caractérise principalement par un glissement de la fonction législative vers l'exécutif, par l'abandon chez les députés ministériels de la fonction de contrôle aux mains de l'Opposition et enfin par un renforcement de la fonction d'intermédiation. Cependant, il existe une autre fonction du député qui est encore moins reconnue, soit celle de représentant de la nation à l'étranger. On oublie ainsi un important volet des relations internationales assumé par des organisations parlementaires.

Les organisations parlementaires

La première d'entre elles, l'Union interparlementaire, fut créée en 1894 à la Haye. Depuis, les associations de parlementaires se sont multipliées. Ainsi sont apparues l'Association parlementaire du Commonwealth (A.P.C.), le Conseil parlementaire du Mouvement européen, l'Association pour un parlement mondial, l'Association internationale des parlementaires de langue française (A.I.P.L.F.), et de nombreux groupes d'amitié.

Toutes ces associations veulent établir des contacts sur une base non institutionnelle, c'est-à-dire favoriser les échanges informels sur des sujets d'intérêt commun pouvant être à l'origine de réflexions et de pressions efficaces sur les gouvernements. Ces associations recrutent leurs membres dans les Parlements adhérant aux objectifs qu'elles se sont donnés et correspondant aux normes qu'elles ont fixées. Ainsi le Canada adhère à sept associations parlementaires officielles, soit: l'Union interparlementaire, l'Association parlementaire du Commonwealth (A.P.C.), l'Association parlementaire canadienne de l'O.T.A.N., l'Association internationale des parlementaires de langue française (A.I.P.L.F.), le Groupe interparlementaire Canada-États-Unis, l'Association interparlementaire Canada-France, et l'Association parlementaire Canada-Europe. Quant au Québec, il est membre de deux associations: l'A.P.C. et l'A.I.P.L.F.

Les fonctions des relations parlementaires

Les relations parlementaires constituent un phénomène relativement récent qui s'inscrit aujourd'hui dans un courant beaucoup plus vaste de « contacts internationaux » non gouvernementaux.

Dans ces rencontres, le député joue le rôle de représentant d'un peuple à l'étranger comme un fonctionnaire peut représenter son gouvernement ou un artiste, sa culture.

Par ses aptitudes à débattre de sujets divers, par ses contacts avec le grand public, le parlementaire est à même de faire la promotion des intérêts locaux et nationaux de ses électeurs. Il a l'occasion de s'entretenir avec ceux qui sont le plus près des décideurs à l'étranger, et, par le fait même, il est en mesure d'influencer le cours des événements. Ces rencontres sont donc l'occasion de développer des sensibilités aux différents problèmes rencontrés par les États. Elles sont aussi l'occasion de se concerter en vue d'actions communes. Le parlementaire ne représente pas le gouvernement et conséquemment celui-ci ne lui dicte pas ses propos. Il est le représentant du Parlement et, à ce titre, du peuple sans distinction idéologique. Ses positions sont susceptibles de refléter beaucoup plus la volonté de ses concitoyens puisqu'il doit se concerter avec ses pairs, peu importe leur appartenance politique. D'autre part, sans être un objectif des relations parlementaires, l'exécutif accaparant à peu près tous les pouvoirs, le député peut par ce biais exercer un certain contrôle sur les actions du gouvernement dans le domaine des relations internationales. Enfin, les relations parlementaires sont aussi une « école » pour le député. Les conférences, séminaires, colloques ont souvent comme objet le parlementarisme lui-même. On y apprend à mieux connaître les rouages et l'expérience des autres est une source d'inspiration pour améliorer le fonctionnement de son propre système parlementaire.

Les relations multilatérales

Le Parlement du Québec est membre de deux associations: l'A.I.P.L.F. depuis 1971 et l'A.P.C. depuis avril 1933. L'Association parlementaire du Commonwealth fut fondée le 18 juillet 1911 par une trentaine de parlementaires du Canada, de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande, de Terre-Neuve et du Royaume-Uni. L'A.P.C. cherche à favoriser la compréhension et la coopération parmi les pays du Commonwealth et à promouvoir les idéaux de la démocratie parlementaire et de ses institutions. Ses activités nombreuses vont de l'organisation de rencontres à la publication de revues. Elles touchent à des problèmes liés aux affaires sociales, à l'économie, à la culture, au système législatif et à la démocratie.

Dirigée par un conseil général dont le siège social est à Londres, cette association compte deux autres niveaux de fonctionnement, soit le conseil régional et la section locale. Le Parlement québécois constitue une section locale et le Canada forme à lui seul une région. L'Association parlementaire du Commonwealth compte sept régions et cent vingt sections locales.

L'autre partie du volet multilatéral des relations parlementaires du Québec a trait à l'Association internationale des parlementaires de langue française (A.I.P.L.F.) Créée en 1968, à l'initiative de Xavier Deniau, membre de l'Assemblée nationale française, l'A.I.P.L.F. a comme objectif général de contribuer à une meilleure compréhension entre parlementaires de langue française par des rencontres et des échanges sur des questions d'ordre culturel, économique et social, et de favoriser le rayonnement de la langue et de la culture française dans le monde. Le Québec y adhéra de plein droit en 1971.

L'Assemblée nationale participe, en tant qu'observateur, aux activités de deux associations américaines, soit: la « National Conference of State legislature » (N.C.S.L.) et le « Council of State Governments » (C.S.G.).

Les relations bilatérales

Les relations bilatérales comme celles de la section québécoise de l'A.I.P.L.F. visent principalement l'établissement de contacts particuliers entre deux États afin de favoriser le développement de la coopération interparlementaire sur le plan législatif, culturel, technique, économique, et le renforcement des liens d'amitié entre les peuples. Cela se traduit, en outre, par le jumelage de circonscriptions électorales, par la signature d'ententes de coopération (télévision, cinéma), par l'accueil de stagiaires auprès de différents services administratifs de l'Assemblée afin de permettre l'apprentissage de techniques pour le soutien de l'activité législative. Le Parlement du Québec entretient ce genre de relations avec plusieurs pays. La France et la Belgique ont signé avec le Québec des traités de coopération interparlementaire. Provenant de pays africains tels le Cameroun et le Sénégal, le Québec a reçu des stagiaires. Un effort est actuellement fait pour développer les relations avec les États américains et sud-américains avec qui le Québec entretient déjà des liens économiques.

L'administration

L'administration et la réalisation de l'ensemble des activités tenues dans le cadre de ces relations parlementaires sont le fait du personnel engagé à cette fin dans chaque Parlement. À l'Assemblée nationale du Québec, cette tâche est confiée au Service du Protocole et des relations parlementaires.

Depuis sa création, en 1974, ce service a organisé diverses rencontres, activités protocolaires ou missions à l'étranger. Il doit en outre explorer, initier et développer les relations de l'Assemblée nationale avec les autres Parlements et les associations parlementaires. Grâce à une telle organisation, le député peut désormais compter sur le soutien nécessaire dans l'exercice de sa fonction de représentant à l'étranger.

Pamphile Le May, bibliothécaire de l'Assemblée législative (1867-1892)⁽¹⁾

par Maurice Pellerin

*M. Pellerin est historien à la division de la recherche
de la Bibliothèque de l'Assemblée nationale*

Léon-Pamphile Le May⁽²⁾ est né le 5 janvier 1837 à Lotbinière. Il était le cinquième enfant de Léon Le May, marchand, et de Marie-Louise Auger, qui eurent quatorze enfants. Marié à Sélima Robitaille en 1863, il devait, à son tour, devenir également père de quatorze enfants, se vantant à bon droit d'être « de race forte et de source féconde »⁽³⁾.

Il étudia en théologie pendant deux ans à Ottawa, puis fit son droit à Québec tout en travaillant comme traducteur à l'Assemblée législative. Devenu avocat en 1865, il ne pratiqua pas, mais poursuivit sa carrière dans la fonction publique, comme traducteur jusqu'en 1867, et comme bibliothécaire de l'Assemblée législative, de 1867 à 1892.

Sa nomination à la bibliothèque n'était pas une récompense politique, mais la reconnaissance officielle de ses talents d'écrivain par le premier ministre Chauveau. Il s'était fait connaître en effet dès 1865 par la publication des *Essais poétiques* et la traduction d'*Évangéline* de Longfellow. En septembre 1867, il avait remporté le premier prix à un concours de poésie de l'Université Laval portant sur la découverte du Canada.



Pendant les vingt-cinq années où il occupa le poste de bibliothécaire, il connut la période la plus féconde de sa vie littéraire. Il écrivit plusieurs poèmes, des romans, des fables et des comédies. Il fit également la traduction du *Chien d'or*. Il occupait au parlement une situation privilégiée pour observer les mœurs de la nouvelle bourgeoisie politique de Québec. Il décrivit souvent ce milieu, mais plutôt comme repoussoir, pour mettre en valeur la vie rustique et sa petite patrie, Lotbinière.

Mais il ne s'engagea pas lui-même dans les luttes politiques. Une seule fois seulement, il souleva une violente réaction par ses prises de position. Ce fut en 1870 alors qu'il voulut venger Riel des insultes et des imprécations violentes qui avaient éclaté contre ce dernier à la suite de la mise à mort de Scott. Il avait publié dans le *Canadien* un poème enflammé glorifiant Riel et justifiant en quelque sorte le meurtre de Scott. Il y eut une réaction violente dans les journaux anglophones. Louis Fréchette résume ainsi cette réaction. « Cette apothéose de Riel a fait beaucoup de bruit, soulevé de terribles colères; on a cru, un moment, qu'on allait pendre à la même corde Riel et son poète »⁽⁴⁾.

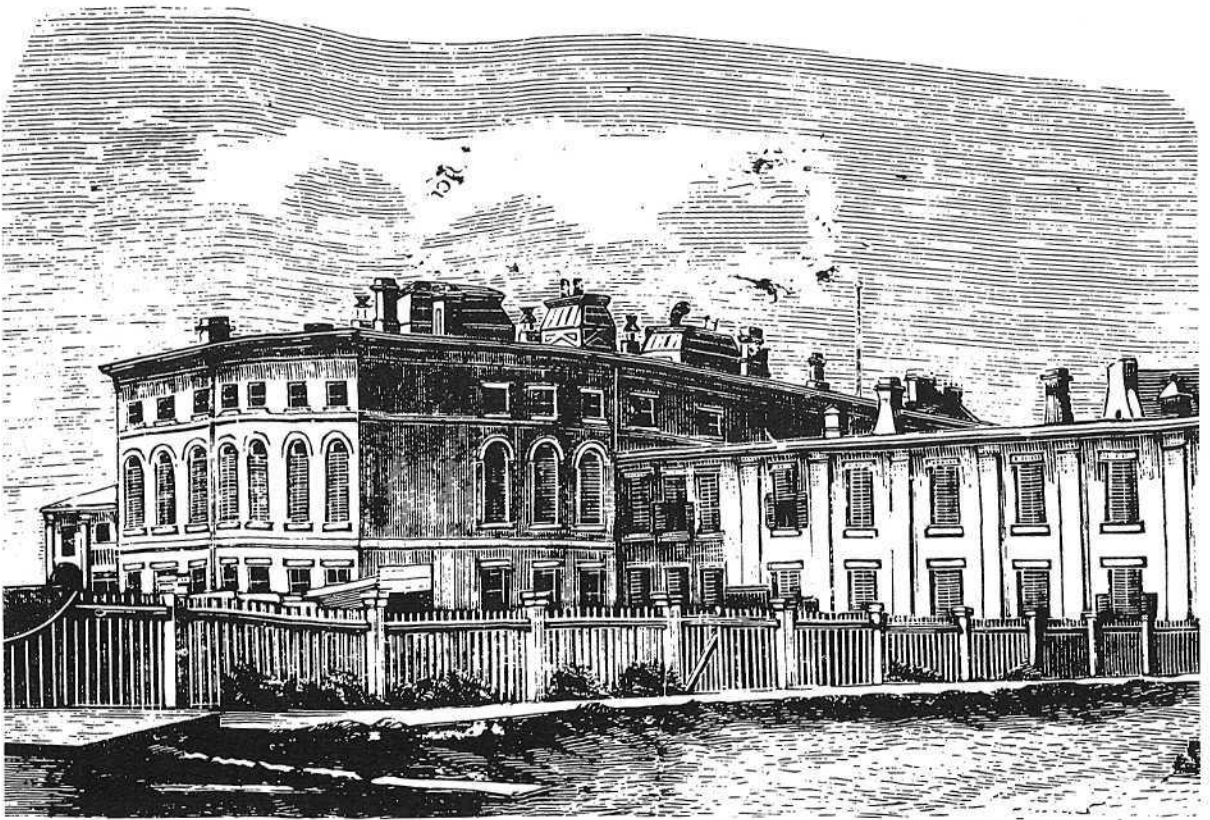
Le May ne semble pas avoir affiché ses allégeances libérales pendant le règne des conservateurs. Quand il fut à la retraite, il composa des poèmes en l'honneur de Marchand, Mercier et Laurier, et l'on peut trouver dans sa correspondance des allusions parfois ironiques à l'égard des conservateurs.

Comme bibliothécaire de l'Assemblée, il a connu une carrière assez effacée, mais bien remplie. Le May a dû, à deux reprises, fonder la bibliothèque. Quand il entra en fonction à l'automne 1867, cette dernière était pratiquement inexistante. Il a dû se mettre immédiatement à la tâche de réunir les livres nécessaires au bon fonctionnement des deux Chambres. Il fut aidé, d'abord, dans ce travail, par le bibliothécaire du Parlement d'Ottawa, monsieur Alpheus Todd, et en 1868 par un comité composé du premier ministre Chauveau, du conseiller législatif de Léry et par le député Joly de Lotbinière. Selon le vœu même de la Chambre, qui voulait constituer avant tout une bibliothèque parlementaire, il dut consacrer la plus grosse partie de l'allocation à l'achat de documents parlementaires et d'ouvrages en histoire, en droit, en économie politique et en sciences, en négli-

geant trop à son gré la littérature et la poésie. En 1875, après de longues discussions, il dut s'occuper de la fusion de la bibliothèque de l'Instruction publique avec la bibliothèque de la Législature, ce qui permit à celle-ci de s'accroître de plus de 6 000 volumes et d'atteindre le nombre total de 21 000 volumes.

En 1876, il mit en marche le système d'échanges de livres avec plusieurs États, notamment les colonies britanniques, les États-Unis la France et la Belgique, système que l'Orateur Fortin avait conçu et fortement encouragé. En 1877, il se réjouissait de voir la bibliothèque dotée de la plus belle collection de cartes marines du dominion (plus de 300), grâce à ses efforts et au zèle remarquable du même Orateur Fortin. Même sentiment de fierté en 1881, en ce qui regardait la très bonne collection de journaux, dont la plupart des séries étaient complètes. Quelques mois avant l'incendie, il évaluait à environ 30 000 le nombre total de volumes de la bibliothèque.

L'incendie du 19 avril 1883 amena la ruine presque totale de l'œuvre commencée. Il restait à peine 4 500 volumes, dont un grand nombre disparurent au cours de l'année suivante, parce qu'ils avaient été placés dans une salle sans surveillance. Le May perdit lui-même 1 400 volumes dans l'incendie et ne fut pas compensée pour ces pertes. Après l'incendie, il dut retarder, pendant plus de deux ans, les commandes de nouveaux livres et n'acheter que les ouvrages les plus indispensables, car les locaux réservés à la bibliothèque dans le nouveau palais législatif ne devaient pas être prêts avant 1886.



Édifice du parlement du parc Montmorency incendié le 19 avril 1883. (A.P.C.)

Quand la bibliothèque fut installée dans ses nouveaux locaux, Le May reçut à nouveau le mandat de faire des achats plus importants. À chaque année, il ajoutait au noyau initial quelques milliers d'ouvrages. En 1887, il réussit à acquérir 6 155 volumes, dont la collection complète des brevets d'invention de la Grande-Bretagne, envoyée à titre gratuit par le Conseil des arts et métiers. En 1888, il prenait possession de l'importante bibliothèque du juge Polette, composée de 1 900 volumes de droit; il était fier d'avoir ainsi formé la plus belle bibliothèque de droit au Canada.

Cette année-là, les pertes causées par l'incendie de 1883 se trouvaient presque réparées, puisque la bibliothèque possédait alors plus de 29 000 volumes. En 1890, Le May et d'autres membres du gouvernement commencèrent à négocier l'achat de la bibliothèque de feu l'ancien premier ministre Chauveau, achat qui fut conclu en 1892 pour 8 000 \$. Son successeur Dionne devait prendre possession de cette bibliothèque quelques mois plus tard. En avril 1892, quelques mois avant le départ de Le May, le nombre total de volumes s'élevait à 33 804. Cette partie du travail de Le May comme bibliothécaire fut sans doute la plus exigeante et la plus délicate, puisqu'elle impliquait toujours des sommes d'argent à justifier devant l'administration.

De 1867 à 1883, Le May a préparé plusieurs catalogues de livres. Après l'incendie, il introduisit une innovation importante: le catalogage sur fiche par ordre alphabétique et par ordre de matière, comme c'était l'usage dans les grandes bibliothèques américaines et européennes. Il avait l'intention de faire imprimer ce dernier catalogue en 1888, mais ce projet ne devait se réaliser qu'après son départ, sous le mandat de Dionne en 1903.

Un autre mérite de Le May fut d'avoir permis très tôt l'accès de la bibliothèque au public en général. Dans son rapport de 1870, il constatait que cette accessibilité n'avait pas donné lieu encore aux abus habituels, c'est-à-dire la perte ou la détériora-

tion des livres. Mais à mesure que la bibliothèque s'agrandit et que le public vint en plus grand nombre, il déplora l'apparition de ces abus. En 1883, pour y mettre un terme, il proposait, plutôt que de fermer la bibliothèque au public, d'exiger un dépôt de 4\$ de toute personne qui prenait des livres à la bibliothèque, à l'exception des députés. En 1890, dans son rapport annuel, il se réjouissait de voir la bibliothèque de plus en plus visitée par le public:

« Le goût de l'étude et de la lecture se répand... mais les bibliothèques manquent. C'est pourquoi avec l'approbation des honorables Présidents des Chambres, j'ouvre la vôtre toute grande aux esprits studieux ».

*Bibliothèque de la Législature,
Québec, 22.12.187*

PAMPHILE LE MAY, Bibliothécaire.

LOUIS P. TURCOTTE, Ass.-Bibliothécaire.

Monsieur l'Éminent

*Je suis la sensibilité
Qui n'a plus de soleil,
Qui s'écho de la rive
Qui n'a plus de réveil;*

*Je suis le brin de mousse
Qui tombe sur le sol,
Qui se plaint que pousse
Le ramier dans son vol;*

*Je suis le blanc nuage,
Je suis le flot mouvant,
Qui se pâle feuillage
Qui tourmente le vent;*

*Je suis l'ombre légère
Qui s'incline sans bruit
Sur l'oiseau solitaire
Qui gémît dans la nuit,
Je suis la pauvre voile
Qui tremble sur les vagues,
La vagabonde étourdie
Qui flatte au fond des cœurs...*

*C'est la femme discrète
Qui m'a donné sa foi,
Séchera ma humilité
N'est plus auprès de moi!*

Pamphile

Poème inédit de Le May
en hommage
à sa femme absente.

Le May se battit souvent pour qu'on donne, à la bibliothèque un endroit convenable et bien aménagé. Il se plaignit, à plusieurs reprises, de l'insuffisance des locaux. En 1883, il critiquait la bibliothèque en construction dans le nouveau palais législatif: « cette bibliothèque, fort mal commencée, contiendra à peine les volumes que vous aurez à y placer dans trois ou quatre ans, et il vous faudra nécessairement l'agrandir »⁽⁵⁾.

En mai 1892, le comité conjoint appuyait les efforts de Le May et recommandait la construction d'une nouvelle bibliothèque dans la cour centrale, à proximité des deux Chambres. L'on sait cependant que la nouvelle bibliothèque ne fut pas commencée avant 1910, malgré les appels pressants et répétés de son successeur.

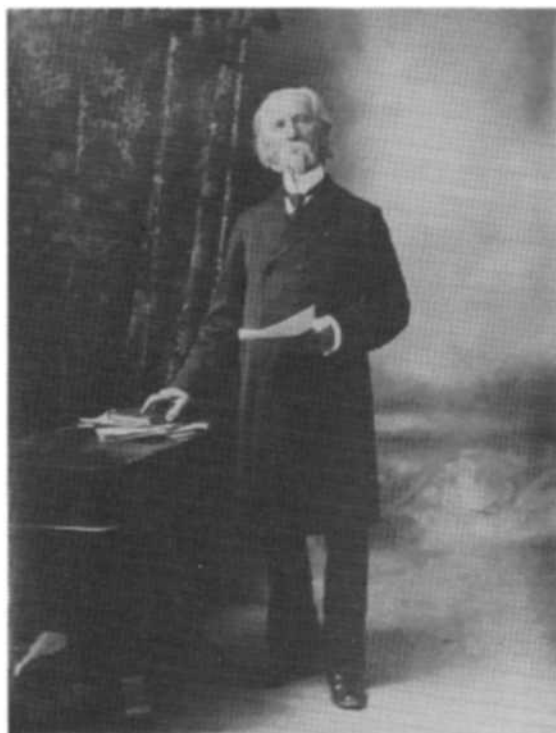
Au mois de novembre 1892, le gouvernement de Boucherville mettait à la retraite le bibliothécaire Le May, qui n'avait que 55 ans, pour le remplacer par le conservateur Dionne. Était-ce une destitution politique comme certains journaux le laissèrent entendre?⁽⁶⁾ Ou voulait-on mettre « sur un meilleur pied »⁽⁷⁾ la bibliothèque en la confiant à un homme plus jeune et plus apte à affronter de nouveaux défis? Les deux raisons semblent avoir joué dans cette décision. Le May se retira cependant, avec une honorable pension, puisqu'il obtenait 70 % de son traitement, soit 1 000 \$ par année jusqu'à la fin de sa vie. ce qui représentait plus que l'indemnité d'un député à cette époque.

Le May a ressenti sans doute, à la suite de ce départ forcé, un peu d'amertume qui transparaît dans ses écrits. En 1897, il se décrivait lui-même comme « un ancien employé décapité » et incapable de se défendre à cause de son tempérament:

« Moi, enfin... un élan qu'une timidité stupide a toujours comprimé, une confiance en soi-même qui a manqué d'aplomb, une naïveté qui s'est laissé surprendre par l'en-
vie »⁽⁸⁾.

Immédiatement après son départ de la bibliothèque, Le May se remit à écrire et prépara deux oeuvres, considérées aujourd'hui comme les meilleures de sa carrière littéraire: des contes et un recueil de sonnets, les *Gouttelettes*.

Le reste de sa retraite, il la passa à remanier des textes antérieurs. C'est ainsi qu'il prépara une troisième édition des *Fables*, en 1903; une deuxième édition des *Contes vrais* en 1907; une troisième édition d'*Évangéline*, en 1912; deux recueils de poèmes antérieurs: *Les Épis*, en 1914, et *Reflets d'antan*, en 1916. À la fin de sa vie, il avait entrepris de retoucher sa traduction du *Chien d'or* comme il l'avait fait pour *Évangéline*, et préparait une troisième version des *Vengeances* et des *Contes*. Dans ce long et patient travail de correction, il demandait souvent des conseils à ses amis, à Benjamin Suite notamment et à son gendre Téléphore Saint-Jorre, employé municipal à Montréal. Ce dernier s'occupait surtout d'établir de fructueux rapports avec les éditeurs de Montréal où furent publiées la majorité des oeuvres de cette période.





La résidence de Pamphile Le May à Deschaillons de 1912 à 1918
(photo Bibliothèque nationale du Québec)

Le May demeura à Québec jusqu'en mai 1912. Déjà sa santé se détériorait. Outre la dyspepsie et un mal d'yeux qui lui rendait la lecture difficile, il souffrait de rhumatisme, qui le cloua sur sa chaise durant tout l'hiver 1911. En mai 1912, il retournait définitivement à Deschaillons non pas dans la maison où il avait habité de 1894 à 1897, mais plus près de l'église, chez son gendre, Ernest Saint-Onge:

« La vie sera calme ici, écrit-il à son gendre le 27 mai 1912, loin du tintamarre de la Côte d'Abraham et tout embaumée au milieu des arbres, et loin des attelages fatigués des nombreux charretiers de la ville ».

Le 11 juin 1918, entouré des siens, il s'éteignit doucement et humblement, comme il l'avait annoncé, quelques années auparavant, à son ami Suite:

« Je partirai sans bruit, comme un roseau que brise Le pied d'une alouette ou l'aile d'une brise »⁽⁹⁾.

Notes :

1. Cet article constitue le résumé d'une biographie publiée dans la collection « Bibliographie et documentation » (no 21) de la Bibliothèque de l'Assemblée nationale, à l'occasion d'une exposition sur Pamphile Le May, qui a lieu du 18 juin au premier septembre dans cette bibliothèque.
2. Le May a écrit lui-même son nom de trois manières différentes: Lemay, LeMay et enfin Le May, qui fut l'orthographe définitive.
3. Épître à l'honorable H. Mercier, *Les Épis*, 1914, p. 52.
4. Fréchette, Louis, « Pamphile Le May », *L'Opinion publique*, 17 avril 1873, p. 181.
5. *Rapport du bibliothécaire*, 1883.
6. *L'Électeur*, 14 juillet 1892, p. 1 ; *La Patrie*, 30 juillet 1892, p. 1 ; *L'Électeur*, 15 août 1892, p. 4.
7. *La Minerve*, 13 juillet 1892, p. 2.
8. *Le Soleil*, 31 juillet 1897, p. 1.
9. *Les Épis*, 1914, « Épître à mon ami Suite », p. 63.

La bibliothèque personnelle d'un lecteur ordinaire

Combien de volumes compte aujourd'hui votre bibliothèque personnelle? Quelle section est la plus développée? Quel est votre centre d'intérêt parmi la production littéraire?

Ces questions, un jeune homme de Virginie Robert Skipwith les posait en 1771 à son beau-frère, Thomas Jefferson, le futur troisième président des États-Unis. Skipwith demandait au Sage de Monticello de le guider dans le choix des volumes de sa bibliothèque personnelle. Il précisait que les livres devaient convenir à sa capacité de « lecteur ordinaire » peu familier avec les classiques et ne disposant pas de loisirs pour des études compliquées ou fastidieuses. Au contraire, il réclamait des oeuvres distrayantes et de nature à développer son esprit. L'ensemble ne devrait pas coûter plus de 30 livres sterling.

Le catalogue de Jefferson

Jefferson prit la demande très au sérieux, car il a dressé un véritable catalogue de 148 titres regroupés par classes: beaux-arts (incluant les romans), politique et commerce, religion, droit, histoire (ancienne et moderne), philosophie, histoire naturelle.

Cette liste contient des auteurs classiques et contemporains. Chez les écrivains anglais: Shakespeare, Chaucer, Spencer, Milton, Dryden, Swift, Locke. En traduction, les écrivains français: Molière, Fénelon, Rousseau, Buffon, Voltaire, Montesquieu. Parmi les anciens, figurent Don Quichotte, Homère (L'Odyssée et l'Iliade), Virgile, Plutarque, Tacite, Jules César, Sénèque, Cicéron. La Bible tient une place de choix. Une vingtaine de romans sont choisis parmi les « bestsellers » de l'époque, de même qu'une dizaine de recueils de poésie.

Pour ce qui concerne la politique et le commerce, Jefferson propose Montesquieu et Locke, Stuart (économie politique), Montemontel et Bolingbroke.

A Virginia Gentleman's Library

As proposed by Thomas Jefferson to
Robert Skipwith in 1771 and now as-
sembled in the Brush-Everard House,
Williamsburg, Virginia.



COLONIAL WILLIAMSBURG

En histoire, il recommande: Bossuet (histoire de France), Hume (histoire d'Angleterre), Robertson (histoire de l'Écosse), Keith (histoire de la Virginie). Pour l'histoire naturelle et les sciences, il suggère: Franklin (l'électricité), Home (principes d'agriculture), Tull (élevages des chevaux), Millar (dictionnaire du jardinier), le Dictionnaire Owen des arts et des sciences, le Dictionnaire de la langue anglaise de Johnson.

Dans l'ensemble, le goût de Jefferson est excellent, car plus du quart des livres qu'il suggère sont encore lus de nos jours. Il faut se placer dans le contexte de 1771 en Virginie, à la veille de la Déclaration d'indépendance qui sera rédigée par Jefferson et publiée dans la Virginia Gazette de 1776.

La lecture des oeuvres recommandées par Jefferson a certainement compté dans la culture politique à l'époque coloniale. C'est d'ailleurs en Virginie que vivait alors le général George Washington, le tribun Patrick Henry, le théoricien Richard Blond et Thomas Jefferson, George Mason, James Madison, tous des hommes publics à l'origine de la constitution des États-Unis.

Yvon Thériault

NOTES:

1. La bibliothèque de Robert Skipwith a été reconstituée au Colonial Williamsburg, Virginie. On peut la voir dans la Maison Brush-Everard, près du Palais du gouverneur.

Nos lecteurs ont le dernier mot...

Un lecteur spécialiste de l'histoire des élections nous écrit ce qui suit:

Cher collègue,

En lisant l'article sur les ministres choisis hors du Parlement qui a paru dans le dernier numéro du Bulletin de la Bibliothèque de l'Assemblée nationale, j'ai constaté qu'il y avait une omission dans le Tableau I de la page 11.

La date du 4 novembre 1930 devrait apparaître dans la colonne « Défaite » vis-à-vis le nom de Scott, G.W.. Je vous renvoie à ce sujet à l'article ci-joint qui a été publié dans le journal annuel de la Société historique de la Vallée de la Châteauguay (vol. 16, 1983, ISSN 0319-1249)

Salutations amicales,

Jacques Carl Morin

Monsieur Morin a raison mais notre erreur mérite quelques mots d'explication. Scott a été nommé au Conseil législatif le 13 novembre 1930, comme nous l'avons indiqué dans le tableau publié dans le numéro de décembre 1985 du *Bulletin*, mais, comme le signale justement monsieur Morin, il s'était d'abord présenté devant les électeurs de Huntingdon le 4 novembre 1930, 19 jours après sa nomination comme ministre. C'est à la suite de sa défaite qu'il a été nommé conseiller législatif et qu'il a pu demeurer ministre.

Scott présente donc un cas particulier: il a choisi la voie électorale pour régulariser sa situation mais il lui a fallu ensuite se rabattre vers l'autre solution. Il faut quand même considérer prioritairement sa défaite, car cette étude avait pour but de vérifier les délais entre la nomination et la *première* tentative d'accéder au Parlement.

Il faudrait donc lire à la page 9 et à la page 11 que *trente* ministres se sont portés candidats, le plus souvent avec succès sauf depuis 1930 alors que *neuf* des *seize* ministres en quête d'une légitimation ont été défaits.

On notera, par ailleurs, que la liste publiée en décembre dernier ne comprenait pas monsieur Jean-Guy Cardinal puisque ce dernier était membre du Conseil législatif au moment où il a été nommé ministre. Il n'a donc pas été choisi hors du parlement.

Gaston Deschênes
